

Centrale: la biomasse se fait attendre

Alors qu'E.on a confirmé le 11 octobre son plan de fermeture de cinq tranches à charbon et de 215 suppressions d'emploi en France, le projet de conversion du groupe IV de Gardanne en chaudière biomasse n'avance pas. Élus et salariés se mobilisent.

Le début du mois d'octobre a été chaud. Pas seulement côté météo, avec des températures exceptionnellement douces, mais aussi à la centrale thermique. Là, c'est le dialogue social qui a pris un coup de froid. Rappel des faits : le 4 octobre, une délégation de salariés de la centrale est reçue en Préfecture, une première depuis l'annonce par E.on du projet biomasse (remplacer la tranche 4 de 250 MW par une unité de 150 MW alimentée au bois). Le 8, elle est reçue par le Conseil régional. Le 9, le Ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, convoque à Bercy les Maires des communes concernées par les fermetures de cinq tranches de centrales à charbon que gère l'industriel allemand en France. « *Le Ministre a affirmé son soutien au projet biomasse, c'est nouveau*, constate le Maire de Gardanne, Roger Meï. *Je lui ai demandé que le Préfet organise une table-ronde ici. La plupart des élus s'interrogent sur la volonté d'E.on de continuer à produire de l'électricité en France.* » Le 11 octobre, journée d'action à la centrale thermique, Nicolas Casoni, délégué CGT s'interroge : « *On ne comprend pas pourquoi le Gouvernement mettrait des bâtons dans les roues d'un projet pareil alors*

qu'il y a des emplois à sauver et à créer. Il y a des craintes sur la structuration de la filière bois, il va falloir une dizaine d'années pour la faire. Mais ce sont des problèmes techniques, ce qu'il faut avant tout, c'est une décision politique. »

Sur les 180 emplois à la centrale de Gardanne, une vingtaine serait concernée par des départs volontaires, selon E.on, si la tranche 4 est maintenue. Sinon, selon Joël Capra, il pourrait y avoir une centaine de suppressions de postes. Ce même 11 octobre, dans un comité central d'entreprise à Paris, E.on confirme la fermeture de cinq tranches et la suppression de 215 emplois sur 885, via un plan de départs volontaires, selon la direction.

Entre temps est venue sur la table une offre de reprise des centrales d'E.on, émanant de la société Sparkling Capital, laquelle s'appuierait sur le groupe américain Wamar ainsi que sur des prêts aidés par l'État et les fonds qu'E.on consacrerait à la fermeture

des centrales. Mais la direction d'E.on ne juge pas l'offre crédible, l'État n'en veut pas et la CGT est plus que méfiante : « *Sparkling, ce n'est pas un industriel. S'il achète, ce sera pour fermer et revendre. Ce n'est pas une solution d'avenir,* » affirme Nicolas Casoni.

Le 26 octobre, un Comité régional devait se réunir en Préfecture pour évoquer le projet biomasse, toujours en attente de l'autorisation d'exploiter par l'État. E.on annonce un investissement de 220 millions d'euros, et l'objectif de dix ans pour que l'approvisionnement en bois local couvre la moitié des besoins annuels, estimés à 900 000 tonnes. Pour l'instant, on n'en est pas encore là.

Le 29 octobre Roger Meï a écrit au Premier ministre : « *J'en appelle à votre soutien pour débloquer rapidement la situation.* »

E.on veut-il toujours produire de l'électricité en France ?

Journée d'action le 11 octobre, devant la centrale.

